



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

07 et 08 Août 2010

07 و 08 غشت 2010

L'importance de la cohésion sociale

Publié le : 06.08.2010 | 15h43

Le Conseil de l'Europe met en avant les réalisations du Maroc en matière économique et sociale.

Dans un rapport publié avant-hier par le Conseil de l'Europe, plus particulièrement par la commission des questions sociales, de la santé et de la famille, les Européens font le point sur les avancées du Maroc en matière de développement et économique social et ce qui reste à faire. Ce rapport qui dresse le bilan des réalisations en ce domaine met en avant tout d'abord, en ce qui concerne le Maroc (le rapport parle aussi de l'Algérie et de la Tunisie), les réalisations lancées ces dernières années sous le règne de S.M. le Roi Mohammed VI. **Il a parlé des programmes de réformes dans les domaines de la démocratie et des droits de l'Homme. Il cite à ce titre l'organisme de protection et de réflexion sur les droits de l'Homme: le conseil consultatif des droits de l'Homme.** En ce qui concerne l'économie, il avance qu'elle repose sur le tourisme, les nouvelles technologies de l'information et de la communication et les télécommunications, représentant un PNB de 39 milliards de dollars. Il rapporte que le Maroc est très impliqué dans la lutte contre la pauvreté et que des progrès considérables ont été enregistrés.

Il s'appuie sur des statistiques selon lesquelles, en 2010, il ne reste plus que 13,7 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté rappelant aussi que « le pays a engagé, ces dernières années, de nombreux efforts en faveur de l'emploi, de l'enseignement, du logement, de l'égalité entre homme et femme via le code de la famille et la réforme de l'Etat ». Le Conseil de l'Europe estime ainsi que l'application de ces politiques a permis au Maroc d'arriver à un taux de chômage de 9,6 % en 2008 et à une estimation de 9,2 % pour 2009, « ce qui représente le niveau de chômage le plus bas des trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie) ». Néanmoins, souligne le même rapport, la lutte contre l'analphabétisme (taux d'alphabétisation de 52 % en 2007), les taux relativement bas d'inscription scolaire et les taux de chômage très élevés, notamment parmi les jeunes en milieu urbain (jusqu'à 30 %), restent parmi les nombreux défis sociaux au Maroc, souligne le rapport.

En ce qui concerne les politiques économiques mises en place depuis 2003 au Maroc, le rapport soulève l'importance de l'Initiative nationale du développement humain (INDH) lancée en 2005. Selon ce rapport, ces politiques économiques apportent une certaine stabilité macro-économique au pays. «Cependant, la crise économique en Europe - principal marché pour les exportations du Maroc - a eu également un impact sur le pays, ce qui illustre à quel point l'économie européenne et celles des pays du sud de la Méditerranée sont interdépendantes. Néanmoins, et notamment

grâce au commerce du phosphate, principale ressource minière, l'économie du pays est relativement dynamique, avec des taux de croissance respectables (6,2 % en

2008) », lit-on dans ce nouveau rapport.

Aussi, sur le plan social, les rédacteurs de ce document restent très impressionnés par ce qui est réalisé au Maroc. « Soumis depuis les années 1980 à des réformes économiques rapides valorisant les vertus du marché et de l'entreprise privée, le Maroc de la dernière décennie a été le théâtre d'une prise de conscience d'une problématique sociale qu'on pourrait qualifier de "réinvention du social". Celle-ci s'est exprimée par une accélération des politiques publiques dans des secteurs qualifiés de "sociaux", une "inquiétude sur la capacité de maintenir la cohésion d'une société " ainsi que par l'instauration d'un certain dialogue social grâce à l'adoption récente de lois sociales », relèvent-ils. Néanmoins, le rapport attire aussi l'attention sur le fait que le monde du travail marocain se caractérise encore par « une faible protection des travailleurs et par un monde rural et un secteur informel peu concernés par les discussions sur les politiques sociales ».

Le Conseil de l'Europe estime dans son rapport que malgré les progrès considérables accomplis ces dernières années dans la lutte contre la pauvreté, les efforts doivent se poursuivre en matière de cohésion sociale. L'Europe annonce ainsi sa prédisposition à coopérer avec le Maroc «en raison des interdépendances économiques et sociales multiples avec le Maghreb».

Interdépendance

Le Conseil de l'Europe considère qu'en raison de l'importance de la cohésion sociale en tant que facteur de stabilité démocratique, toute démarche de promotion des valeurs fondamentales au-delà des frontières de l'Europe devrait inclure un volet social.

Ainsi, les rédacteurs du rapport estiment qu'en ces temps de crise économique mondiale, de nombreux problèmes sociaux ne concernent pas uniquement les pays du Maghreb dont le Maroc, mais sont partagés par d'autres pays du monde et de l'Europe.

« Divers problèmes sociaux (pauvreté, exclusion, discrimination, etc.) sont par ailleurs marqués par des interdépendances entre l'Europe et le Maghreb, notamment par le biais de la migration vers l'Europe », précise le rapport.

Revue de Presse du Conseil consultatif des droits de l'Homme